

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 JANVIER 2003

Etaient présents : M. MAMERE, MM. MERCIER, JOANDET, Mme BUISSON, MM. PINAUD, SURLEVE-BAZEILLE, Mme GARCIA, MM. DRESS, FONSECA, GOURGUES, Mme ALLIN, M. LABARTHE, Mme POUGNET-FORET, MM. BEZIADE, RAYNAUD, Mmes JEAN, FEDOU, OULD-AMEZIANE, M. LACOSTE, Mmes HGOBURU, VIGANO, Melle CERON, Mme RIVES, MM. RABEAU, PARIS, Mme ALCORTA, MM. MULLIEZ, BRU.

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. DUBOST à Mme POUGNET-FORET
M. PEREZ à M. PINAUD
Mme TSITSICHVILI à M. RAYNAUD
Mme BARRIERE à M. SURLEVE-BAZEILLE
M. DANE à M. JOANDET
Mme TEXIER à M. PARIS
M. DENOYELLE à Mme ALCORTA

Absents : /

Secrétaire de la séance : Melle CERON

COMMUNIQUÉ – POLLUTION E.C.M.M.

Par acte authentique signé le 21 février 2002, la Ville se portait acquéreur de la friche militaire dénommée E.C.M.M., sise 380 boulevard Jean-Jacques Bosc. Tous les certificats de dépollution (reconnaissance de pollution après excavation de cuves d'hydrocarbures notamment) étaient joints, ainsi qu'une évaluation simplifiée des risques qui obligeait la Ville à surveiller la qualité des eaux souterraines jusqu'en septembre 2003.

Cependant, le 3 décembre 2002, lors des travaux d'aménagement de la voirie communautaire, la Ville a découvert une présence importante d'hydrocarbures et de déchets enfouis (flacons, bouteilles, gravas...).

Immédiatement, la Ville a stoppé les travaux, mis en sécurité le site et mandaté le Bureau d'Etude BURGEAP, spécialiste des sols pollués, afin de réaliser une étude simplifiée des risques.

Des fouilles et des prélèvements d'eaux ont été réalisées sur l'ensemble des terrains. Dans l'attente des résultats des analyses, la Ville a fait procéder au rebouchage immédiat des points de prélèvement, à l'étalement d'une couche de sable pour recouvrir les zones polluées, ainsi qu'à la pose de grilles et de panneaux interdisant l'accès à la zone.

Les conclusions du diagnostic simplifié de pollution ont été présentées lors d'une réunion de travail en Mairie le 16 janvier 2003.

Il en ressort que le sol et la nappe des anciens terrains militaires de l'E.C.M.M. sont actuellement pollués par des substances chimiques (métaux lourds et composés organiques) et par des substances pharmaceutiques liées à l'ancienne activité du site.

Il a été établi qu'il n'existe pas de risque immédiat pour les utilisateurs du site ainsi que le voisinage.

Néanmoins, la Ville a demandé au Bureau d'Etude BURGEAP de poursuivre ses investigations, notamment en réalisant des piézomètres sur le site afin de déterminer le devenir de cette pollution au niveau de la nappe.

Une réunion se tiendra la semaine prochaine avec les représentants des services de la Préfecture afin de traiter au plus mieux ce dossier.

MOTION – MARÉE NOIRE DU PRESTIGE

Le naufrage du pétrolier le Prestige, en perdition depuis le 13 novembre 2002 dans le Golfe de Gascogne puis coulé le 19 novembre par 3500 mètres de fond, 250 kilomètres au large de Vigo en Galice, est un triste cas d'école :

Affréteur helvético-russe cherchant le moindre coût ; armateur des Bahamas battant pavillon de complaisance ; compagnie privée de certification hollandaise peu regardante ; port estonien laissant partir ce pétrolier chargé de 70 000 tonnes de déchet toxique de pétrole ; manque de solidarité entre pays européens...

Depuis, les plages de Galice n'en finissent pas d'être polluées et la côte aquitaine est elle aussi touchée depuis le début de l'année par des galettes de ce polluant toxique, transportées entre deux eaux aux gré des vents et des courants.

Suite à cette catastrophe écologique, sociale et économique à dimension européenne, des mesures d'urgence ont été adoptées par l'Union européenne, comme l'interdiction immédiate des bateaux à simple coque pour le transport des fiouls lourds, des goudrons et des bitumes, et la suppression définitive des simples coques dès 2010. Malheureusement, un amendement demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire européenne a été rejeté.

Pourtant, si nous saluons la pugnacité de nos collègues élus des communes de la côte qui nettoient chaque jour avec leur personnel municipal et des bénévoles leur littoral souillé, ainsi que la générosité d'élus de communes plus continentales qui se mettent, avec des volontaires, au service des communes littorales polluées, nous nous interrogeons sur l'implication de la Ville de Bègles dans ce processus.

En effet, il est avéré :

- d'une part que le fioul déversé par le Prestige est un produit toxique et dangereux qui a déjà suffisamment intoxiqué plusieurs centaines de bénévoles et nettoyeurs galiciens pour qu'une hospitalisation soit nécessaire,
- d'autre part que l'utilisation de bénévoles, de volontaires des collectivités locales et de matériel de ces collectivités ne nous indiquera pas le coût réel de la dépollution et empêchera d'appliquer dans toute sa mesure le principe pollueur/payeur.

Nous pensons, comme les maires des communes médocaines, que toute action liée à la dépollution de la marée noire du Prestige, aussi peu coûteuse soit-elle, doit être facturée, à l'euro près afin de faire payer aux pollueurs le juste prix de leur crime. Ces actions doivent être engagées sous la responsabilité de l'Etat et confiées à des entreprises ou structures habilitées.

Bien entendu il sera nécessaire d'ajouter aux dépenses de dépollution des sites touchés, les coûts sociaux, économiques et écologiques d'une telle pollution.

Par ailleurs, et s'agissant d'une catastrophe qui risque de durer longtemps et d'un combat difficile, la Ville de Bègles se met à la disposition du Préfet, représentant l'Etat, pour toute aide logistique jugée utile ou nécessaire,

étant entendu qu'une main courante comptable sera tenue afin d'être versée au dossier juridique contre les ayants droits du Prestige.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

1 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Il est décidé de créer un emploi d'agent d'animation à temps complet et 7 emplois d'animateurs.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 33 VOIX POUR - 2 ABSTENTIONS

2 - CRÉATION D'UNE MISSION LOCALE

Le Conseil confirme sa volonté de mettre en place une mission locale couvrant l'ensemble des trois territoires des P.A.I.O. et approuve le principe de constitution d'une association pour la création de cette mission locale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

3 - COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX SUR L'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES LIÉS À LA T.P.U. – ACCEPTATION DU PRINCIPE ET DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA VILLE

Il est décidé de procéder à la création de cette commission et à sa mise en place pour préjuger de ses activités futures, en accord avec la C.U.B. et les 27 communes membres. Monsieur Michel MERCIER est désigné comme représentant de la Ville à cette commission et Madame Claudette BUISSON comme suppléante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

4 - GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDÉE À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE BEGLES

Il est accordé la garantie de la Ville pour un emprunt de 931.246 € que la S.A.E.M.C.I.B. se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer des travaux de réhabilitation de la 1ère tranche de la résidence Maurice Thorez.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

5 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DU PORT

En cette période de l'exercice, cette décision modificative ayant pour objet d'ajuster les crédits afin que les chapitres votés au budget ne se retrouvent pas en dépassement de crédits, est adoptée.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR - 1 VOIX CONTRE - 6 ABSTENTIONS

6 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA VILLE

En cette période de l'exercice, cette décision modificative ayant pour objet d'ajuster les crédits afin que les chapitres votés au budget ne se retrouvent pas en dépassement de crédits, est adoptée.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR - 7 ABSTENTIONS

7 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA RÉGIE DES TRANSPORTS

En cette période de l'exercice, il est décidé certains ajustements concernant cette régie.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR - 7 ABSTENTIONS

8 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET DE LA RÉGIE SERVICE EXTÉRIEUR POMPES FUNÈBRES

En cette période de l'exercice, il est décidé certains ajustements concernant cette régie.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 28 VOIX POUR - 7 ABSTENTIONS

9 - RENOUELEMENT D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL – TARIFICATION DES EMPLACEMENTS DES PONTONS

Le Conseil fixe les redevances des pontons à l'année aux tarifs suivants :

- Emplacement : 65.70 € TTC / emplacement
- Cabane : 6.57 € TTC / m2
- Passerelle : 1.64 € TTC / m2
- Divers : 4.93 € TTC / m2

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

10 - 15ÈME MODIFICATION DU P.O.S. VALANT P.L.U. – AVIS DE LA COMMUNE APRÈS ENQUÊTE PUBLIQUE

Le Conseil donne un avis favorable au dossier relatif à la 15ème modification du P.O.S.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

11 - CONCESSION D'EMPLACEMENT PUBLICITAIRE – MOBILIER URBAIN 2 M²

12 - CONCESSION D'EMPLACEMENT PUBLICITAIRE – MOBILIER URBAIN 8 M²

Ces concessions arrivant à échéance à la fin du mois de février 2003, les termes des nouvelles concessions municipales d'affichage sur le domaine public avec la Société GIRAUDY VIACOM OUTDOOR sont approuvés.

ADOPTÉES À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

13 - CESSION DE LA PARCELLE DE TERRAIN (AN 694) SISE ALLÉE ALBERT CAMUS À MADAME DARDILLAC

En raison de l'enclavement de cette parcelle et de sa faible superficie, il est accepté de la rétrocéder gratuitement à Mme DARDILLAC.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

14 - AMÉNAGEMENT DE LA 2ÈME PHASE DU POINT ACCUEIL ENFANCE – APPROBATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

La 1ère phase de travaux ayant été réalisée sur le budget 2002, il est décidé de lancer l'appel d'offres pour la 2ème phase de ces travaux qui concerne l'aménagement du bâtiment d'entrée, la création d'un préau, la rénovation d'un bâtiment annexe de rangement, le traitement des surfaces extérieures et la séparation des réseaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**15 - AMÉNAGEMENT DE L'ÉCOLE MATERNELLE FERDINAND BUISSON –
2ÈME PHASE – APPROBATION DU DOSSIER TECHNIQUE ET AUTORISATION
DE LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES**

Cette 2ème phase de travaux comprend le réaménagement des circulations, la surélévation de la bibliothèque, la création d'un 2ème sanitaire et d'un préau, la réfection des façades et de la toiture pour un coût d'environ 480.000 € T.T.C. Monsieur le Maire est autorisé à lancer une procédure d'appel d'offres ouvert.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**16 - DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA CONSTRUCTION D'UN LOCAL
POUR LA SECTION PELOTE BASQUE DU CLUB ATHLÉTIQUE BÉGLAIS AU SEIN
DU COMPLEXE DELPHIN LOCHE**

La construction de ce local a pour objectif d'améliorer la capacité d'accueil et l'espace sportif de la section Pelote Basque. Le coût d'ensemble de ce projet est évalué à 89.000 € T.T.C. Il est décidé de solliciter une subvention auprès du Conseil Général .

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**17 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES RESTAURANTS ET
DES BARS**

La Fête de la Morue aura lieu, cette année, les 16,17 et 18 mai. Le tarifs d'inscription des restaurants et des bars est fixé à 50 €.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**18 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES ASSOCIATIONS ET
TRAITEURS – DÉPÔT DE CAUTION POUR LE PRÊT DE CHAISES, TABLES ET
BANCS**

Les tarifs d'inscription des associations et traiteurs sont fixés à :

- Gratuité pour les associations béglaises
- 229 € pour les structures proposant de la nourriture salée
- 92 € pour les structures proposant uniquement du sucré

Pour le prêt de chaises, tables et bancs une caution de 305 € sera demandée.

En cas de disparition ou de détérioration du matériel prêté, le prix facturé sera de :

- 124 € par table
- 55.5 € par banc
- 41 € par chaise

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**19 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES (C.U.B. – CONSEIL GÉNÉRAL – CONSEIL RÉGIONAL) –
DEMANDE DE PARTENARIATS PRIVÉS POUR LA 8ÈME FÊTE DE LA MORUE**

Pour la réalisation de cette manifestation, il est décidé de solliciter l'intervention de la C.U.B., du Conseil Général et du Conseil Régional, ainsi que de partenaires privés.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR